

N°806

10 Juillet 2019
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Bons Congés Payés !

Pas de trêve estivale pour le patronat ni le gouvernement, les réformes antisociales se poursuivent. Alors profitons de nos congés payés pour nous renseigner sur les retraites avec le calculateur innovant de l'UGICT-CGT. Prenons un exemple : vous êtes nés en 1967 pour un départ en retraite en 2029. Actuellement, les cadres qui partent à la retraite touchent environ 61% du salaire net moyen.

Le gouvernement dit qu'il veut réformer à moyens constants. Or, il y a de plus en plus de personnes à la retraite. Donc, si on ne met pas plus d'argent dans le système, fatalement la retraite de chacun va baisser. En 2029, la retraite moyenne s'élèverait à seulement 57% du salaire net moyen.

En effet, le gouvernement veut bloquer le niveau des cotisations à 14% du PIB, ce qui est totalement arbitraire. Il suffirait simplement d'augmenter la part des cotisations dans le salaire de 0,0030% chaque année jusqu'en 2029 pour garantir le même niveau de retraite qu'en 2019. En clair, il faudrait amener la part des cotisations à 15% du PIB en 2029 contre un peu moins de 14% aujourd'hui.

La bonne question est : pourquoi le gouvernement actuel ne veut pas financer les retraites et baisser les pensions ? Tout simplement parce que si nous prévoyons une faible retraite, nous allons sans doute chercher à épargner de l'argent ou nous constituer une retraite complémentaire ! A qui profite le crime ? Les actionnaires, les assurances et les banquiers... Allons sur le calculateur de l'UGICT-CGT pour avoir la vérité des prix !



Branche Poste

La Banque Postale en mode élections

Le Comité Social et Economique (CSE) va bientôt remplacer CE et Délégués du Personnel dans l'entreprise.

En effet, selon la loi, les CSE doivent être mis en place, dans toutes les entreprises concernées, au plus tard le 1^{er} janvier 2020, ce sera aussi le cas pour La Banque Postale à la fin de l'année.

Si chacune et chacun d'entre nous est appelé.e à s'engager professionnellement, il est tout aussi important d'être socialement responsable afin de redonner du sens au monde du travail.

Si vous partagez nos idées et nos valeurs et si vous disposez de quelques heures, la CGT vous invite à vous porter candidat.e sur ses listes, afin d'être une force aux cotés des salarié.e.s.

Vous souhaitez en savoir plus ou nous contacter :

cgt-fapt.lbp@labanquepostale.fr

Quand l'informatique bug...

Les conseillers bancaires sont excédés, les dysfonctionnements informatiques se multiplient et compliquent leur quotidien.

Ces pannes ne sont pas sans incidence sur les ventes car elles génèrent des pertes de temps et de clients, impactant, ainsi, les résultats et par conséquent les rémunérations variables bancaires des personnels.

Lors de la bilatérale du 9 juillet avec la direction, la CGT a demandé, d'une part le doublement de la prime de conformité de la RVB versée en juin, afin de compenser cette perte de rémunération et d'autre part de remédier de toute urgence à ces dysfonctionnements informatiques.

La CGT invite le personnel à lui faire remonter toutes les conséquences concrètes des pannes informatiques sur leur activité.

Branche Télécoms

Un jugement pas neutre

Le procès France Télécom/Orange arrive à son terme après 2 mois d'audiences. Le dernier jour est prévu ce 11 juillet.

Après 10 ans de procédures, l'issue de cette séquence judiciaire est très attendue par les parties civiles (les victimes, les familles de victimes, les associations, les organisations syndicales), mais également par l'ensemble du personnel qui a vécu cette terrible période dans l'entreprise.

Le jugement ne sera pas neutre car il pourrait avoir un impact considérable sur la responsabilité pénale des dirigeants des grandes entreprises, afin que plus jamais nous ne connaissions cela.

La CGT appelle à un grand rassemblement le jeudi 11 juillet à midi sur le parvis du tribunal de grande instance de Paris.

Brexit Telecom

Sur les conseils de Shearman & Sterling, Orange vient de céder ses parts de British Telecom pour 542,6 M€.

Orange se félicitait pourtant d'avoir acquis ces mêmes parts suite à la cession d'EE saluant des gains potentiels exemplaires. Dans le même temps British Telecom aggrave son plan de licenciement pour atteindre 25% de ses salariés en 5 ans, effet direct de la financiarisation à outrance des entreprises !

Orange opère son Brexit dur -mais garde un lien avec Orange Brand et OBS- annonçant que « le produit de cette opération sera affecté aux besoins généraux d'Orange ».

Cet apport de capital doit servir à l'investissement, aux salaires et à préserver les emplois de nos 500 collègues d'Orange Niger qui subissent de plein fouet les contrecoups des tractations financières internationales, alors même que le marché Africain est en expansion !

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications **CGT**

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Pour que l'AFPA ait un avenir

L'Agence Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes est un outil de formation au service des salariés.

L'attaque qu'elle subit depuis plusieurs mois est emblématique d'une attaque globale et destructrice contre l'ensemble de la formation professionnelle publique et privée.

Les salariés, mobilisés contre un plan social qui vise à supprimer 1 500 postes et à fermer 34 sites, dénoncent souffrances, tensions et malaises générés par ce plan.

Le 27 juin le TGI de Bobigny ordonne la suspension du PSE. Cette décision est une reconnaissance des difficultés vécues par les salariés et niées par leur direction.

C'est aussi une victoire de la CGT qui se bat pour préserver l'AFPA et le droit de toutes et tous à la formation et à l'émancipation !

Mercosur

Un accord hasardeux

Signé ce 28 juin par la Commission européenne, l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur (Marché commun du sud) a provoqué de nombreuses réactions en Europe comme en Amérique du sud. Dans un contexte de vives inquiétudes environnementales, cet accord est un signal négatif, car il autorise, de fait, les pays membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), à accentuer la déforestation massive, à des fins agricoles et d'élevage intensif alors que l'on connaît l'importance de préserver la forêt amazonienne pour l'équilibre global de la planète.

Un signal également négatif pour la santé, car le Président Brésilien vient d'autoriser 239 pesticides interdits en Europe. Cet accord met les agriculteurs français dans une situation de concurrence déloyale alors qu'ils doivent s'engager dans un modèle économique plus éco-responsable.

Non à la ratification

Cet accord concerne 770 millions de personnes, il n'est, pour le moment, que politique et devra être ratifié par le nouveau Parlement européen et par chacun des 28 parlements nationaux, mais la CGT tient, dès maintenant à préciser ses demandes.

La CGT demande que cet accord prévoit un véritable engagement concernant l'amélioration des droits des travailleurs, des droits humains, des droits environnementaux et la protection des consommateurs dans l'ensemble des pays concernés, ce qui n'est pas le cas dans le document signé le 28 juin. La CGT exige que les activités stratégiques ou structurantes comme la fonction publique, la santé, l'éducation ... soient exclues des clauses de cet accord.

Enfin, la CGT demande aux parlementaires européens et français de ne pas ratifier l'accord MERCOSUR en l'état.

International

Veilleurs d'humanité

La CGT dénonce la criminalisation des capitaines de navire qui dans la droite ligne des règles maritimes porte assistance en mer et donc sauve les migrants d'une mort certaine.

Les criminels ne sont pas les migrants contraints à prendre des risques insupportables en mer, ni les navires se portant à leur secours, les criminels sont les politiques qui amènent les êtres humains à l'exile.

La CGT apporte son soutien à Carola Rackete capitaine du Sea-Wacht, elle demande au gouvernement Français de condamner l'attitude irresponsable et nauséabonde du gouvernement italien et à œuvrer pour une vraie politique française et européenne d'aide aux migrants.

L'été voit se multiplier les traversées de migrants qui doivent être aidés et accueillis, il y a urgence !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

L'hécatombe sociale !

Appartenant au groupe Sud-Africain Steinhoff, Conforama France c'est un chiffre d'affaires de plus de 1,8 milliards d'Euros, 9000 salariés, 50 millions d'argent public, via le CICE, encaissés durant 5 ans.

Pourtant, sur fond de "projet d'évolution de l'organisation de ses activités en France" pour « réduire ses pertes et revenir à l'équilibre », Conforama va supprimer 1900 postes d'ici 2020 avec la fermeture de 32 de ses magasins et de 10 magasins Maison Dépôt.

Justifier ce plan social par les difficultés commerciales, c'est oublier le scandale financier lié à de lourdes malversations comptables de ses dirigeants entre 2009 et 2017 qui ont abouti à la découverte d'un « trou » de six milliards d'euros !

Les salariés qui font les frais de cette honteuse politique libérale sont dans la lutte et les manifestations !

Culture et sport

Avignon : Un Festival pour toutes et tous

« Nous quittons le festival parce que le temps est venu pour nous de commencer enfin à refuser de servir ceux qui veulent que la connaissance et le pouvoir de l'art appartiennent seulement à ceux qui peuvent payer, ceux-là mêmes qui souhaitent maintenir le peuple dans l'obscurité, qui travaillent pour que le pouvoir reste aux élites, qui souhaitent contrôler la vie de l'artiste, et celle des autres hommes. Pour nous aussi la lutte continue. » Déclaration du Living Theater en juin 68, après l'interdiction de jouer la pièce *Paradise Now* dans un quartier populaire. Seulement 1% du public est ouvrier en 1968, 6% d'ouvriers et d'employés au début de l'an 2000.

A l'ouverture de sa 73^e édition, le Festival d'Avignon et la CGT ont invité 200 spectateurs, salariés, ouvriers, précaires, sans-papiers.

Une Initiative qui renoue avec la volonté d'émancipation par la culture prônée par la CGT et l'accès à la culture pour toutes et tous, volonté à l'origine de la création du festival.

La CGT roule pour vous

Chaque été, la CGT est présente sur le Tour de France mais savez-vous pourquoi ? En 1947, après la seconde guerre mondiale, les titres de presse ayant résisté à l'occupant se sont vus invités gracieusement par les organisateurs à intégrer la caravane, aujourd'hui nombre d'entre eux ont disparu. Ce qui explique que la VO (Vie Ouvrière), publication de la CGT, devenue NVO (Nouvelle Vie Ouvrière) soit présente sur le tour.

Cette présence gratuite, bien que festive et conviviale mais néanmoins revendicative, permet une sensibilisation du public avec des pétitions, des campagnes mises en place tout au long du parcours, que ce soit pour la défense des salariés, l'emploi, les salaires, la sécurité sociale ou les retraites... Alors en juillet, rendons visite à la caravane CGT-NVO du Tour !

Égalité

Stop aux discriminations

Depuis l'adoption de la loi pour le mariage pour tous, les actes LGBTphobes sont en constante augmentation et ils représentent 5% des licenciements !

Depuis 21 ans à la marche des fiertés à Paris la CGT dit « stop aux discriminations ».

En fait, que ce soit dans l'entreprise ou dans la vie, personne ne doit subir de discrimination en raison de son orientation sexuelle et/ou de son identité de genre, réelles ou supposées ! La CGT n'a de cesse de s'engager pour que l'égalité des droits soit une réalité.

Elle s'est dotée d'un collectif national de lutte contre les discriminations à l'encontre des personnes Lesbiennes, Gay, Bisexuelles, Transgenres (LGBT) et pour l'égalité.